

d'unir leurs efforts pour bâtir ensemble et contrer les forces qui veulent nous séparer au lieu de nous unir.

Le référendum qui doit avoir bientôt lieu au Québec est à l'épicentre du débat sur l'unité nationale. Comme Son Excellence le Gouverneur général l'a déclaré dans le discours du trône, le gouvernement espère que le référendum tenu au Québec dans quelques semaines sera, non seulement pour les Québécois, mais pour tous les Canadiens—qu'ils vivent en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan ou au Manitoba pour ce qui est de l'Ouest, ou encore dans le Nord, le centre du pays, l'Est ou les provinces de l'Atlantique—l'occasion de sortir de l'ambiguïté et de réaffirmer avec force leur vouloir-vivre collectif et leur commune appartenance au Canada.

A ce sujet, je veux lancer un appel à toutes les régions du pays, y compris ma propre région de l'Ouest. Dernièrement, certaines ont exprimé leur mécontentement, d'autres, l'Ouest, les provinces Atlantiques notamment, ont manifesté leur sentiment d'aliénation, laissant entendre que le gouvernement fédéral ne parviendrait pas à dissiper le sentiment d'injustice qu'elles ressentaient.

Dans l'Ouest du Canada, un groupe de personnes, un petit groupe, Dieu merci, essaie de faire accepter l'idée que l'Ouest devrait se séparer du Canada. Fait révélateur, ils dressent un véritable «bilan» des avantages et des inconvénients qui seraient censés découler de la Confédération, comme en dresserait un ordinateur. Ces gens-là cherchent à calculer les contributions que verse l'Ouest du Canada au reste du pays et ils quantifient ensuite les avantages que le reste du Canada doit leur fournir en retour. Ils comparent les deux dans une opération purement mathématique, qui prouve, selon eux, qu'ils devraient se séparer. C'est là la façon la plus cynique possible d'évaluer l'entité et l'unité nationale.

Le sénateur Roblin: Bravo!

Le sénateur Perrault: Comme si l'ordinateur était le moyen de déterminer pourquoi des personnes qui ont des intérêts communs et au fond un patrimoine commun devraient rester unies ou se séparer et partir chacune de leur côté.

Si c'est sur ce critère que repose le sentiment d'appartenance à une nation, comment se fait-il que les provinces du Canada ne soient pas simplement un groupe de petits États dans une région du monde se faisant une conception égoïste de leurs intérêts économiques? Quelle que soit la validité des doléances qui sont exprimées au Canada, qu'elles proviennent de l'Ouest ou des provinces Atlantiques, de l'Ontario ou du Québec ou de toute autre région du pays, il faut bien sûr en tenir compte et personne ne suggère le contraire. Nous ne pouvons laisser ces sentiments s'envenimer dans quelque région que ce soit. Nous qui siégeons au Sénat, où nous sommes pour défendre les intérêts régionaux, nous ne devons pas oublier qu'il nous incombe de faire connaître les problèmes légitimes qui existent dans nos régions. Mais quels que soient ces griefs, ces divergences de vie ou ces problèmes, nous devons leur trouver une solution dans le cadre de la Confédération et de cette grande union canadienne.

Certaines provinces ont exprimé leur intention de réaliser ce qu'elles voient comme leur propre destinée économique. Dans ce but, elles ont manifesté une tendance à ériger à leurs frontières ce qui équivaut à des obstacles. Par exemple, elles

ont cherché à réduire l'entrée de personnes ou la sortie des capitaux.

Les provinces doivent décider maintenant dans quelle mesure elles ont l'intention d'augmenter leur propre force, si ce doit être aux dépens des autres régions, des autres provinces et des autres Canadiens. Qu'arrivera-t-il si en poursuivant leur destinée économique individuelle les provinces entrent en conflit?

Bien entendu, les intérêts régionaux et provinciaux importent mais les intérêts nationaux doivent primer. Les provinces doivent reconnaître qu'ensemble elles doivent constituer une nation, sinon, il n'y en aura pas. Pour construire un Canada fort et uni, nous devons tous consentir à défendre l'intérêt national, et à faire de petits sacrifices qui seront récompensés au centuple. Et je dis cela en tant que personne qui est née et a grandi en Colombie-Britannique, province riche en ressources.

Une des caractéristiques d'une famille unie est certainement que ses membres partagent leurs joies, leurs triomphes et leurs succès, tout comme leurs problèmes, leurs déceptions et leurs chagrins. C'est assurément ce qui caractérise une nation.

Ce qui mine notre pays et menace sérieusement l'unité nationale c'est l'attitude d'une province qui, cantonnée dans ses frontières, affronte Ottawa, accusant le gouvernement central de l'empêcher de vivre son avenir, sans chercher à calculer les avantages de la Confédération. Ceci ne veut pas dire que les provinces n'ont pas de griefs légitimes.

Par exemple, en tant qu'originaire de l'Ouest, permettez-moi de vous dire que le moment est vraiment venu pour les chemins de fer d'exiger le même tarif pour le transport des marchandises de l'Ouest vers l'Est et vice-versa. Il nous faudrait établir un tarif uniforme pour les services ferroviaires comme c'est le cas déjà pour les services d'électricité à l'échelle provinciale, et pour les services postaux à l'échelle nationale. Les gens de l'Ouest vont continuer cette lutte pour obtenir un tarif uniforme.

Les régions de notre pays ont d'autres problèmes légitimes qui n'ont pas été suffisamment reconnus; mais cela ne veut pas dire que nous devons nous associer au groupe de démolition qui cherche à démembrement le pays. Il faut se calmer et chercher ensemble les solutions aux problèmes.

● (1540)

Certaines des provinces dont j'ai parlé, pour obtenir l'appui de leurs citoyens leur disent qu'ils sont devenus la cible du gouvernement fédéral. Certaines viennent réclamer de l'argent au gouvernement fédéral, bien qu'il soit actuellement en déficit et elles prétendent qu'elles sont condamnées à mourir de faim par la cupidité d'un gouvernement qui ne les comprend pas. Elles viennent réclamer une plus large part du budget fédéral bien qu'elles jouissent d'un gros revenu. Certains porte-parole refusent d'admettre qu'ils ont le devoir d'assumer une part des sacrifices que doit faire la nation. En d'autres termes, certaines provinces veulent obtenir leur part des gains mais rares sont celles qui acceptent de s'imposer des restrictions.

L'opposition officielle a encore aujourd'hui parlé des folles dépenses du fédéral, cette vieille rangaine que l'on ramène à l'occasion de toutes les campagnes électorales contre le parti au pouvoir, de l'énorme budget fédéral qui dépasse 50 milliards de dollars. L'opposition officielle parle rarement du fait que la grande majorité de cet argent retourne aux provinces